

N° 835
du 04 NOVEMBRE 2015
8^{ème} CHAMBRE

Extrait des minutes de Greffe
de la Cour d'Appel de Versailles

RG : 15/00884
GREBERT Christophe

COUR D'APPEL DE VERSAILLES

Arrêt prononcé publiquement le **QUATRE NOVEMBRE DEUX MILLE QUINZE**,
par Monsieur LEURENT, Président de la 8^{ème} chambre des appels
correctionnels, en présence du ministère public,

Nature de l'arrêt :
voir dispositif

Sur renvoi après cassation de l'arrêt prononcé le 03 juillet 2013 par la cour
d'appel de Versailles (8^{ème}) ;
Sur appel d'un jugement du tribunal correctionnel de Nanterre - 14^{ème} chambre,
du 04 septembre 2012

COMPOSITION DE LA COUR

lors des débats, du délibéré

Président : Monsieur LEURENT
Conseillers : Madame SEURIN
Monsieur HULLIN

au prononcé de l'arrêt Monsieur LEURENT

DÉCISION :
voir dispositif

MINISTÈRE PUBLIC : Monsieur LE FUR, avocat général, lors des débats,

GREFFIER : Madame LEBAS, lors des débats et Madame
PELUX au prononcé de l'arrêt

PARTIES EN CAUSE

Bordereau N°
du

PRÉVENU

GREBERT Christophe

jamais condamné, libre,

comparant, assisté de Maître NATAF Jean-Marcel, avocat au barreau de
PARIS + conclusions

PARTIE CIVILE

CECCALDI RAYNAUD Joëlle De Maire de la Ville de PUTEAUX
Demeurant Chez Maître BOSSELUT Rodolphe - 37 avenue F. Roosevelt -
75008 PARIS

non comparante, représentée par Maître BOSSELUT Rodolphe, avocat au
barreau de PARIS + conclusions

RAPPEL DE LA PROCÉDURE :

DEVANT LE TRIBUNAL :

★ Par jugement en date du 03 janvier 2012, le tribunal correctionnel de Nanterre (14^èch) statuant entre autres dispositions sur les poursuites exercées à l'encontre de **GREBERT Christophe** pour :

~ avoir dans un article publié le 20 octobre 2011 sur le site "lefigaro.fr" sous le titre "le maire de Puteaux prive ses habitants du Canard" et signé par M. JARRASSE, il aurait été indiqué que l'auteur, souhaitant relater les conditions dans lesquelles elle "aurait demandé à ses équipes d'acheter les exemplaires de l'hebdomadaire en vente dans la cille des Hauts-de-Seine", aurait pris contact avec M. GREBERT. Les kiosquiers auraient confirmé à ce dernier qu'un employé municipal aurait acheté en liquide les exemplaires du journal satirique, et l'article ajoutait à ce sujet : "l'élu du Modem criant que cet argent ait été puisé dans le budget de la Ville consacré à l'aide sociale : selon lui, Joëlle CECCALDI-RAYNAUD dispose chaque mois d'une caisse de 20.000 euros en liquide qu'elle peut utiliser à sa guise"

infraction prévue par les articles 31 AL.1, 23 AL.1, 29 AL.1, 42 de la Loi du 29/07/1881, l'article 93-3 de la Loi 82-652 du 29/07/1982 et réprimée par les articles 31 AL.1, 30 de la Loi du 29/07/1881

Sur l'action publique :

- a fixé à 2000 euros le montant de la somme présumée nécessaire pour les frais de procédure ;
- a dit que cette somme devra être versée au régissier de ce tribunal sous peine de non recevabilité, avant le 29 février 2012 par la partie civile poursuivante ;
- a renvoyé l'affaire à l'audience du 03 avril 2012, à 13h30 même chambre pour date relais, puis à l'audience du 03 juillet 2012 à 13h30 même chambre pour examen au fond.

★ Par jugement en date du 04 septembre 2012, le tribunal correctionnel de Nanterre (14^èch) :

- a renvoyé l'affaire à l'audience du 03 juillet 2012 à 13h30 devant la 14^{ème} chambre correctionnelle du tribunal correctionnel de Nanterre pour examen au fond.

- ★ Par jugement contradictoire en date du 04 septembre 2012, le tribunal correctionnel de Nanterre (14^èch) :

Sur l'action publique :

- a rejeté les exceptions de nullité soulevées,
- a déclaré GREBERT Christophe coupable des faits reprochés,
- l'a condamné au paiement d'une amende de 1500 euros,
Vu l'article 132-31 al.1 du code pénal :
- a dit qu'il sera sursis totalement à l'exécution de cette peine, dans les conditions prévues par ces articles.

Sur l'action civile :

- a déclaré recevable en la forme la constitution de partie civile de CECCALDI-RAYNAUD Joëlle,
- a déclaré GREBERT Christophe entièrement responsable des conséquences dommageables de l'infraction subies par la partie civile,
- a condamné GREBERT Christophe à payer à Mme CECCALDI-RAYNAUD Joëlle, partie civile, la somme de 500 euros à titre de dommages et intérêts, et en outre la somme de 1000 euros au titre de l'article 475-1 du code de procédure pénale.

LES APPELS :

Appel a été interjeté par :

- GREBERT Christophe, le 11 septembre 2012, sur les dispositions pénales et civiles,
- M. le Procureur de la République, le 11 septembre 2012, appel incident,
- CECCALDI-RAYNAUD Joëlle, le 13 septembre 2012, appel incident.

Par arrêt contradictoire en date du 04 décembre 2012, la Cour d'appel de céans a renvoyé l'affaire à l'audience 26 février 2013 à 14h00, même chambre, pour date-relais, et au 22 mai 2013 à 14h00 pour plaidoiries.

Par arrêt contradictoire à l'encontre du prévenu en date du 26 février 2013, la Cour d'appel de céans a renvoyé l'affaire à l'audience du 22 mai 2013 à 14h00 pour plaidoiries.

Par arrêt contradictoire à l'égard de GREBERT Christophe, et de CECCALDI-RAYNAUD Joëlle, en date du 03 juillet 2013, la Cour d'appel de céans :

- a déclaré GREBERT Christophe, CECCALDI-RAYNAUD Joëlle et le ministère public recevables en leurs appels,
- a déclaré GREBERT Christophe recevable en son exception de nullité,
- l'a rejeté,
- a infirmé le jugement,
- a relaxé GREBERT Christophe,

- a déclaré CECCALDI-RAYNAUD Joëlle recevable en sa constitution de partie civile,
- l'a débouté de ses demandes,
- a condamné CECCALDI-RAYNAUD Joëlle à verser à GREBERT Christophe une somme de 5.000 euros en application de l'article 472 du code de procédure pénale,
- a débouté GREBERT Christophe de sa demande fondée sur les dispositions de l'article 800-1 du code de procédure pénale.

Par arrêt en date du 17 février 2015, la Cour de Cassation :

- a cassé et annulé l'arrêt susvisé de la cour d'appel de Versailles, en date du 3 juillet 2013, en ses seules dispositions ayant condamné Mme Ceccaldi-Raynaud à des dommages-intérêts pour abus de constitution de partie civile, toutes autres dispositions étant expressément maintenues,

et pour qu'il soit à nouveau statué, conformément à la loi, dans les limites de la cassation ainsi prononcée,

- a renvoyé la cause et les parties devant la cour d'appel de Versailles autrement composée, à ce désignée par délibération spéciale prise en chambre du conseil,

- a ordonné l'impression du présent arrêt, sa transcription sur les registres du greffe de la cour d'appel de Versailles et sa mention en marge ou à la suite de l'arrêt partiellement annulé.

DÉROULEMENT DES DÉBATS :

À l'audience publique du 13 mai 2015, l'affaire a été renvoyée par arrêt à l'audience du 06 août 2015 ;

À l'audience publique du 6 août 2015, l'affaire a été renvoyée par arrêt à l'audience du 13 octobre 2015 ;

À l'audience publique du 13 octobre 2015, Monsieur le Président a constaté l'identité du prévenu qui comparait assisté de son conseil et l'absence de la partie civile, représentée par son conseil ;

Le Président a informé le prévenu de son droit, au cours des débats, de faire des déclarations, de répondre aux questions qui lui sont posées ou de se taire,

Ont été entendus :

Monsieur LEURENT, président, en son rapport et interrogatoire,

Maître BOSSELUT, avocat de la partie civile, en ses explications,

Le prévenu, en ses explications,

Maître BOSSELUT, avocat de la partie civile, en sa plaidoirie et ses conclusions,

Monsieur LE FUR, avocat général, n'a pas formulé d'observation,

Maître NATAF, avocat du prévenu, en sa plaidoirie et ses conclusions,

Le prévenu, a eu la parole en dernier.

Monsieur le président a ensuite averti les parties que l'arrêt serait prononcé à l'audience du **04 NOVEMBRE 2015** conformément à l'article 462 du code de procédure pénale.

DÉCISION

La Cour, après en avoir délibéré conformément à la loi, jugeant publiquement, a rendu l'arrêt suivant :

LE RAPPEL DES FAITS ET DE LA PROCÉDURE

Par exploits d'huissiers en date des 29 et 30 novembre 2011, Joëlle CECCALDI-RAYNAUD, à l'époque Maire de Puteaux, a cité à comparaître Marc FEUILLEE, en sa qualité de directeur de publication du Figaro, Jim JARRASSE, en qualité de journaliste et Christophe GREBERT, élu du MODEM, devant le tribunal correctionnel de Nanterre, pour des faits de diffamation publique envers un citoyen chargé d'un mandat public, à la suite de la publication le 20 octobre 2011 d'un article sur le site "lefigaro.fr" soutenant que le Maire de Puteaux aurait privé ses habitants du Canard Enchaîné et aurait demandé à son équipe d'acheter les exemplaires de l'hebdomadaire en vente dans la ville des Hauts-de-Seine.

Il était mentionné dans cet article que ***"L'élu du MODEM craint que cet argent ait été puisé dans le budget de la Ville consacré à l'aide sociale : selon lui, Joëlle CECCALDI-RAYNAUD dispose chaque mois d'une caisse de 20.000€ en liquide, qu'elle peut utiliser à sa guise"***, propos estimés diffamatoires par la partie civile.

Par jugement du 4 septembre 2012, le tribunal correctionnel de Nanterre a relaxé Marc FEUILLEE et Jim JARRASSE mais il a déclaré coupable Christophe GREBERT en le condamnant à une amende de 1500€ avec sursis et à verser 500€ à titre de dommages intérêts à Joëlle CECCALDI-RAYNAUD outre une somme de 1.000€ en application des dispositions de l'article 475-1 du code de procédure pénale.

Christophe GREBERT a interjeté appel principal de ce jugement, suivi des appels incidents du ministère public et de Joëlle CECCALDI-RAYNAUD, ceux-ci limitant leur appel à l'égard de Christophe GREBERT seulement.

Par arrêt du 3 juillet 2013, la cour d'appel de céans a infirmé le jugement entrepris, prononcé la relaxe de Christophe GREBERT, a débouté Joëlle CECCALDI-RAYNAUD, partie civile, de ses demandes et condamné celle-ci à verser à Christophe GREBERT une somme de 5.000€ sur le fondement de l'article 472 du code de procédure pénale, ***"au vu du caractère long et contraignant de la présente procédure"***.

Sur pourvoi de Joëlle CECCALDI-RAYNAUD, la chambre criminelle de la Cour de Cassation a, par arrêt du 17 février 2015, cassé et annulé l'arrêt précité ***"en ses seules dispositions ayant condamné Madame CECCALDI-RAYNAUD à des dommages-intérêts pour abus de constitution de partie civile, toutes autres"***

dispositions étant expressément maintenues" au motif que la cour d'appel a méconnu les dispositions de l'article 472 du code de procédure pénale, en ne constatant pas la mauvaise foi ou la témérité de la partie civile.

Devant la cour,

Le conseil de Joëlle CECCALDI-RAYNAUD a demandé par voie de conclusions de débouter Christophe GREBERT de sa demande fondée sur les dispositions de l'article 472 du code de procédure pénale et de l'enjoindre à restituer à sa cliente, la somme de 5.000€ perçue en exécution de l'arrêt du 3 juillet 2013. Il a contesté que Joëlle CECCALDI-RAYNAUD ait pu agir de mauvaise foi ou par témérité soulignant que son appel n'avait été qu'incident et motivé par l'appel principal de M. GREBERT.

Le conseil de la partie civile a expliqué ne pas avoir interjeté appel des relaxes prononcées au bénéfice de MM. FEUILLEE et JARRASSE, non pas en raison d'une animosité particulière à l'encontre de M. GREBERT, mais parce que ces relaxes avaient été prononcées sur réquisitions conformes du ministère public non appelant à leur égard et qu'un appel sur les seules dispositions civiles les concernant n'avait aucune chance de prospérer.

Il a également indiqué que l'absence de citation à l'égard du Canard Enchaîné ne traduisait pas non plus une volonté d'acharnement contre le seul M. GREBERT, dès lors que les propos tenus dans ce journal, pour désagréables et inexacts qu'ils soient, n'étaient pas constitutifs du délit de diffamation. Le conseil de Joëlle CECCALDI-RAYNAUD a ajouté que le prévenu n'avait nullement contesté avoir tenu les propos litigieux lors du procès en premier ressort, les notes d'audience l'attestant.

Il a rappelé que M. GREBERT n'avait fait l'objet que de trois plaintes en diffamation de la part du Maire de Puteaux sur une période de plus de 10 ans, alors qu'il multipliait les attaques personnelles à son encontre, tant sur son compte Twitter que sur son blog.

Enfin, le conseil de la partie civile a souligné que Christophe GREBERT avait été déclaré coupable en première instance ce qui démontrait que le débat judiciaire était légitime et que sa cliente n'avait fait preuve d'aucune témérité ou mauvaise foi en l'initiant.

Le ministère public n'a pas formulé d'observation.

Le prévenu et son conseil, ont demandé à la cour de débouter Joëlle CECCALDI-RAYNAUD de sa demande de restitution de la somme de 5.000€ perçue en exécution de l'arrêt du 3 juillet 2013 et ils ont sollicité sa condamnation à lui verser la somme de 15.000€ au titre de l'article 472 du code de procédure pénale.

Ils ont rappelé que dans son arrêt du 3 juillet 2013, la cour d'appel de Versailles avait relevé qu'aucune preuve ne permettait d'établir que Christophe GREBERT avait réellement tenu les propos diffamatoires qui lui étaient imputés par le Canard Enchaîné et par le Figaro.fr.

Dès lors, ils ont soutenu que la citation de M. GREBERT devant la juridiction correctionnelle alors même que le Canard Enchaîné n'avait pas été poursuivi, avait été hâtive et traduisait une volonté de nuire fautive, largement démontrée par les nombreuses insinuations du Maire de Puteaux sur sa sexualité et sur sa santé mentale.

MOTIFS DE LA DÉCISION :

Il convient de rappeler que la condamnation d'une partie civile ayant mis en mouvement l'action publique à verser des dommages-intérêts au prévenu relaxé, en application des dispositions de l'article 472 du code de procédure pénale pour abus de constitution de partie civile, est subordonnée à la démonstration de sa mauvaise foi ou de sa témérité.

En l'espèce, la cour observe en premier lieu que Christophe GREBERT n'a nullement contesté avoir tenu les propos litigieux mais avoir simplement émis une crainte à l'occasion d'une brève conversation téléphonique avec un journaliste.

En second lieu, sa condamnation en première instance démontre que le débat judiciaire sur les éléments constitutifs du délit de diffamation publique était légitime puisque les arguments développés par la partie civile ont emporté la conviction de la juridiction du premier ressort, avant d'être écartés en appel. La plainte de Joëlle CECCALDI-RAYNAUD n'était donc manifestement pas téméraire.

En troisième lieu, la mauvaise foi reprochée à la partie civile ne saurait être déduite de l'absence de plainte à l'encontre du Canard Enchaîné, dès lors qu'elle estimait ne pas avoir été diffamée au sens juridique, par ce journal. De même cette mauvaise foi ne peut découler de l'appel interjeté contre le jugement du 4 septembre 2012, cet appel n'étant qu'incident, à la suite de l'appel principal du prévenu.

Enfin et en quatrième lieu, la mauvaise foi ou la témérité de la partie civile ne peut se déduire des relations particulièrement conflictuelles qu'entretiennent Joëlle CECCALDI-RAYNAUD et Christophe GREBERT, sans lien avec la présente procédure.

Dès lors, Christophe GREBERT sera débouté de sa demande de dommages-intérêts sur le fondement de l'article 472 du code de procédure pénale, ce qui aura pour conséquence la restitution à Joëlle CECCALDI-RAYNAUD de la somme de 5.000€ versée par celle-ci en exécution de l'arrêt du 3 juillet 2013.

PAR CES MOTIFS,

LA COUR, statuant publiquement, par arrêt contradictoire à l'égard de Christophe GREBERT et à l'égard de Joëlle CECCALDI-RAYNAUD, après en avoir délibéré conformément à la loi,

DEBOUTE Christophe GREBERT de sa demande de dommages-intérêts au titre de l'article 472 du code de procédure pénale ;

DIT que la somme de 5.000€ versée par Joëlle CECCALDI-RAYNAUD à Christophe GREBERT en exécution de l'arrêt du 3 juillet 2013 rendu par la Cour d'Appel de Versailles, lui sera restituée.

Et ont signé le présent arrêt, le président et le greffier.

LE GREFFIER,



LE PRÉSIDENT

